

L'OMD 7 : Le Delta Intérieur du Niger: « Le Delta est une zone inondée mais là on peut mourir de soif » par Cheick Kamissoko, chargée de programme pour PROTOS en Mopti.



Le Mali, pays sahélien au bord des fleuves

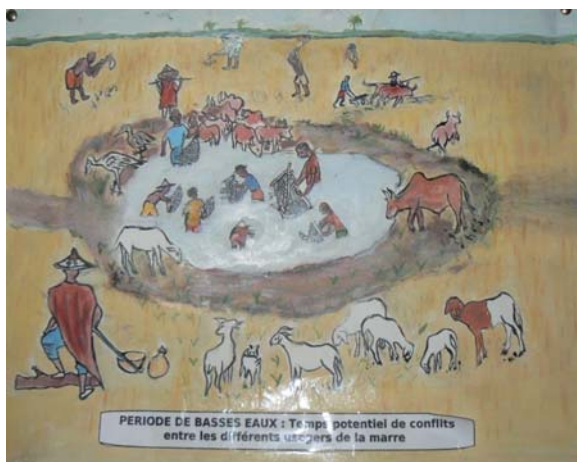
En moyenne, chacun des 12 millions de Maliens dispose de 10.000 m³ d'eau douce par année. Largement suffisant si l'on sait que le seuil de la pénurie est fixé à 1.000 m³ par an. Les deux grands fleuves de l'Afrique de l'Ouest : le Sénégal et le Niger arrosent une partie importante du pays. Pourtant le Mali est connu comme un pays sec, désertique et victime de sécheresses et de famine.

Les deux principaux fleuves drainent entre 30 et 110 milliards de m³ d'eau par an et en fonction des années qu'elles soient très sèches ou humides.

Seuls 0,2% des ressources en eau sont actuellement utilisées. L'agriculture absorbe la plus grande partie, mais avec une surface irriguée d'environ 250.000 ha sur un potentiel d'environ 2 millions. Avec la production agricole actuelle, le Mali n'arrive pas à l'autosuffisance alimentaire.

C'est surtout la mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace des ressources en eau qui pose problèmes aux agriculteurs, pêcheurs et éleveurs. Toute la pluie tombe entre juin et octobre et les régions hors des abords des fleuves ne voient pas d'eau pendant plus de 7 mois par année. L'accès à l'eau souterraine est très difficile dans plusieurs zones du pays et cela est dû aux conditions hydrogéologiques de ces zones. Exemple à l'ouest et au centre (falaises de Bandiagara) on retrouve l'eau à une profondeur moyenne de 80 mètre.

Dans ces conditions, l'eau devient un enjeu stratégique, avec des tensions au niveau local entre les différents usagers de l'eau surtout autour des eaux de surfaces comme les barrages ou les mares. Les retenues comme les mares sont des sources de conflits permanents entre les différents usagers (agriculteurs, pêcheurs et éleveurs). La situation est pas différente de celle des barrages où les populations en amont (qui veulent garder une grande partie de l'eau chez eux pour développer leurs activités) et ceux en aval (qui ont besoin de cette eau pour leur propre survie). Pour limiter ces conflits, l'Etat malien et certaines ONG comme PROTOS entraînent de mettre en place des actions de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) autour des grandes retenues d'eau.



Outils de sensibilisation GIRE de PROTOS pour d'une meilleure gestion concertée au tour des mares dans delta

Le Delta Intérieur du Niger

C'est là où le fleuve Niger monte vers le Nord et se dirige vers le Sahel, entre les villes historiques de Djenné et de Tombouctou, plus d'un millions habitants vivent sur le rythme du fleuve où les pêcheurs, éleveurs et agriculteurs exploitent tour à tour eaux et terres pour consommer et exploiter les ressources du Delta.

Les pluies tombent entre fin juin et fin août pour une pluviométrie de 400 à 600 mm (*la moyenne en Belgique est de 950 mm par an*). Ces deux mois de pluie sont cruciaux pour les cultures pluviales, telles que le sorgho, le mil et le maïs. Tout le monde est maintenant mobilisé sur les champs et la nature change vite de couleur (voir photos). Une fois les pluies arrêtées, c'est la crue du fleuve qui dirige les activités. Alimenté par les pluies au Guinée et en Côte d'Ivoire, le niveau d'eau dans le Niger monte rapidement, jusqu'à 10 cm par jour ! Le Delta commence à s'inonder et les villes et villages deviennent des petits îlots au milieu d'un fleuve.



Le delta en mai



Le delta en septembre

Les communications se font uniquement par chaloupe. C'est la saison aussi pour la riziculture et la bourgouculture (une plante fourragère qui flotte sur les eaux en crue). Des systèmes d'une ingéniosité traditionnelle contrôlent le niveau d'eau pendant la crue et la décrue pour ces cultures submergées, à rendement limité c'est vrai, mais bien plus important qu'une agriculture qui dépend uniquement des pluies.

L'eau potable et l'assainissement

Quatre Maliens sur 10 ne disposent pas d'un accès à l'eau saine dans une distance raisonnable.

En milieu urbain, les réseaux sont gérés par la compagnie Energie Du Mali. En 2000, l'EDM a été privatisée avec comme actionnaire principal le groupe français Bouygues (SAUR). Mais, après avoir constaté que les réseaux ne se développaient pas comme prévu dans le contrat de concession, pendant que les tarifs grimpaient, l'Etat malien, avec l'appui d'un fonds proche d'une ONG internationale (Aga Khan Fondation), a ré-nationalisé la compagnie. Mais l'EDM reste bien sûr confronté à ses propres limites, aux difficultés de mobiliser suffisamment d'eau d'une meilleure qualité à un coût raisonnable, aux problèmes d'une urbanisation rapide et souvent anarchique. On estime que seulement 20% des citoyens sont connectés aux réseaux de l'EDM, pendant qu'une autre 20% s'approvisionnent chez les voisins ou aux bornes fontaines.

En milieu rural, la population s'approvisionne aux petits cours d'eau, puits traditionnels ou modernes ou aux forages équipés de pompes manuelles. Un tiers des points d'eau est en panne ou n'est plus fonctionnel.

Pour les populations qui vivent dans le Delta, c'est surtout la saison des pluies et de l'inondation qui sont les plus dangereuses. Pendant cette période, les populations sont exposées aux maladies hydriques comme le choléra. En fait, les puits (qui sont les ouvrages les plus répandus) sont inondés ou remplis d'eau par infiltration des eaux du fleuve. Une grande partie de la population est obligée de s'approvisionner en eau du fleuve avec tous les risques liés à la pollution. Malgré les efforts des partenaires de développement et des services techniques de l'état en matière de traitement des eaux avant consommation et des règles d'hygiène autour des puits, beaucoup de villages sont encore exposés aux cas de diarrhées et mêmes des épidémies de choléra fréquents.

Certes, la terre est sèche de novembre à mai et tout donne une image d'aridité. Mais l'eau dans les puits n'est pas très profonde, et les communautés qui prennent soin de la propreté et d'une désinfection régulière de leur puits, évitent les maladies d'origine hydrique.

Avec son Plan National d'Eau et d'Assainissement, le Mali s'est aussi inscrit pour la course des ODM. Reste encore 7 ans pour approvisionner près de 4 millions de maliens en eau saine : tâche quasi-impossible si l'on sait que ça coûtera plus de 40 M d'€ par an pendant que les investissements n'atteignent pas la moitié pour l'instant.

La Vision Partagée sur le fleuve Niger

Le fleuve Niger est en péril du fait d'une accélération de la dégradation des berges, l'ensablement et une forte pollution des eaux due aux quantités considérables de déchets industriels, hospitaliers et domestiques qui y sont déversés. Ces facteurs fragilisent l'écosystème du bassin du fleuve et compromettent dangereusement la vie des pauvres populations, dont les besoins de base tel que l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à la santé, ou l'éducation, ne sont pas couverts.

Devant cette situation de dégradation des ressources du bassin, les neuf pays partageant ce patrimoine (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigeria et Tchad) ont décidé d'agir autrement et ensemble. En avril 2004 les Chefs d'Etats des 9 pays signent la Déclaration de Paris énonçant les principes de solidarité, de concertation, de gestion et de bonne gouvernance pour le développement durable du bassin. Quatre ans plus tard ces Chefs se préparent pour adopter un Plan d'Action pour le Développement Durable avec un Programme d'Investissement très ambitieux qui risque de changer de façon fondamentale la vie de plusieurs millions d'habitants qui vivent dans le bassin du fleuve.

La construction de trois grands barrages est prévue, permettant d'une part la production d'énergie, et, d'autre part de mieux réguler les eaux du fleuve, notamment pour la riziculture en aval des barrages.

Pour l'ensemble du bassin, la disponibilité en eau, la production agricole et énergétique pourront fortement augmenter, mais ce ne sont pas toutes les zones et populations qui en profiteront directement. On estime que près de 60.000 habitants devront être déménagés dans les zones qui seront inondées par les barrages. Mais c'est surtout le Delta Intérieur qui changera de visage. Les inondations seront régulées davantage et, en année à pluviométrie normale, la surface inondée du Delta Intérieur diminuera de 11%, pour une perte en production agricole de 15 à 20%. Dans les années à faible pluviométrie, l'inondation peut être réduite de 70% et menacer ainsi l'équilibre écologique et l'écosystème très particulier de cette zone humide.

Certes, le Programme prévoit aussi les mécanismes de consultation et d'implication de la société civile, ainsi qu'une batterie de mesures compensatoires pour garantir aussi une amélioration des conditions de vie des populations déplacées et des habitants du Delta. Mais il est déjà évident que ces promesses devront être renforcées par une réelle mobilisation sociale et un plaidoyer politique et technique si l'on veut éviter que l'eau coule une fois de plus du pauvre vers le riche.